

François KIRBIHLER\*

LE TESTAMENT D'UN HISTORIEN :  
GEZA ALFÖLDY ET L'HISTOIRE SOCIALE DE ROME

À propos de : G. ALFÖLDY, *Römische Sozial-Geschichte*. - Stuttgart : Franz Steiner, 2011.-  
399 p. : indices.- ISBN 978-3-515-09841-0.

L'histoire sociale de Rome a accompli de grands progrès ces dernières décennies<sup>1</sup>. G. Alföldy était spécialement préparé pour en être le peintre, en raison de ses recherches nombreuses en épigraphie, de ses éditions d'inscriptions<sup>2</sup>, de son intérêt pour les ordres aristocratiques d'Empire, sénatorial et équestre... La nouvelle histoire sociale de Rome n'est pas la sœur jumelle des précédentes parutions de même titre de l'auteur : déjà la 3<sup>e</sup> édition traduite en français bénéficia de quelques pages de « remarques complémentaires »<sup>3</sup> : cette 4<sup>e</sup> édition a vu son volume de texte augmenter dans des proportions considérables. Cependant, cette ultime version, parue quelques mois seulement avant la mort de G. Alföldy sur l'Acropole,

---

\* Université de Lorraine ; francois.kirbihler@univ-lorraine.fr

1. Un ouvrage comme celui de J. GAGÉ, *Les classes sociales de l'Empire romain*, Paris 1971<sup>2</sup>, est dépassé.

2. Il est ainsi le principal auteur du *CIL* VI, 8, 3 [2000], qui actualise les données des aristocrates, en particulier les sénateurs, connus par les inscriptions de Rome.

3. G. ALFÖLDY, *Römische Sozial-Geschichte*, Wiesbaden 1984 ; *Id.*, *Histoire sociale de Rome*, Paris 1991, est la traduction de cette troisième édition ; les *Remarques complémentaires* correspondent aux p. 196-200. La première édition date de 1975.

contient une architecture et des sections parfois identiques, en particulier pour les périodes les plus anciennes, où les sources ne bénéficient pas de l'afflux de nouveaux documents épigraphiques et papyrologiques caractérisant le Haut Empire. Mais plusieurs chapitres et passages sont largement refaits ou nouveaux, ainsi les pages concernant la crise du III<sup>e</sup> siècle ; l'ampleur accrue du volume de texte tient compte des publications des dernières décennies en matière d'histoire sociale ; beaucoup de notes de bas de page en sont l'expression, et plus encore la bibliographie thématique détaillée à la fin de volume.

Le livre débute par un avant-propos dans lequel l'historien germano-hongrois relate la fortune de son œuvre depuis la première édition de 1975, reconnaît ses dettes intellectuelles envers d'anciens maîtres, contradicteurs constructifs et même disciples (p. 9-14), et renouvelle sa confiance dans la valeur informative de l'épigraphie. L'ouvrage reste, à l'instar de la troisième édition, divisé en 7 chapitres qui embrassent toute l'histoire de Rome, des débuts mythiques jusqu'à la fin de l'Empire romain d'Occident. Il débute par un état des connaissances sur la société romaine de la haute époque, qui s'achève par les premières luttes entre patriciens et plébéiens (chap. I, p. 15-35) ; il se poursuit par un descriptif du compromis licinio-sextien, assurant définitivement la fin de la société traditionnelle, puis des débuts de l'expansion jusqu'à la seconde guerre punique (chap. II, p. 36-59) ; les modifications de structure de la société au II<sup>e</sup> s. *a.C.* forment la matière de la section suivante (chap. III, p. 60-84) ; le chapitre IV correspond à la crise finale du dernier siècle de la République et aux guerres civiles (p. 85-117). La description de la société du Principat constitue une partie maîtresse de l'ouvrage (chap. V, p. 118-217) ; la crise du III<sup>e</sup> siècle fait l'objet d'une division particulière qui comprend une longue discussion de l'historiographie de la crise (chap. VI, p. 218-272) ; enfin l'Antiquité Tardive termine un survol de dix à onze siècles d'histoire sociale (chap. VII, p. 273-319). À la fin du livre, les listes bibliographiques actualisées, thématiques ou groupées en fonction des chapitres, ainsi que des *indices*, permettent au lecteur de s'orienter et de se documenter.

Cette recension n'a pas pour objet de résumer en détail tout le contenu du livre, dans la mesure où, malgré l'affirmation d'une réécriture entière, de larges pans figuraient déjà dans éditions précédentes, en particulier la troisième. Certes, il est rendu compte des principales idées constituant la vision de l'histoire sociale de Rome selon G. Alföldy, mais, malgré l'existence de cette analyse sommaire, il s'agit surtout de signaler les différences d'écriture et parfois d'idées d'une édition à l'autre, et de souligner les grands mérites et quelques (rares) lacunes de l'ouvrage.

Le chap. I décrit l'époque royale et les débuts de la République : tout en ne dissimulant pas le caractère hypothétique de bien des événements, l'auteur estime possible de combiner les rares connaissances assurées avec des survivances, attestées tardivement, d'un état plus ancien, contrôlées par l'archéologie (p. 15-16). G. Alföldy élude prudemment la question des premiers rois et décrit la société archaïque telle qu'elle apparaît à partir de l'époque plus historique des rois étrusques. La société, divisée entre les grandes familles patriciennes et leurs dépendants ou clients respectifs (et esclaves liés à ce groupe), en fonction aussi des tribus, *gentes*, et curies, donnait au *paterfamilias* un pouvoir presque illimité sur les membres de la cellule familiale. Cette division, fondée sur les privilèges de ce qui était probablement à

l'origine une aristocratie de cavaliers exerçant une domination politique et économique totale, fut remise en cause par le résultat des luttes entre le patriciat et la plèbe : une plèbe libérée des liens de clientèle, formée de paysans indépendants de la noblesse, mais aussi de citoyens artisans et commerçants, capable de s'organiser dans un nouvel ordre et de revendiquer une meilleure place au sein de la société, ce qui allait s'avérer d'une grande importance pour la suite. Une invention romaine fondamentale fut la création vers 494 des tribuns de la plèbe ; d'autres mesures comme l'institution de comices tributes et la codification du droit existant dans les Lois des XII Tables, enfin la mention vers 443 du cens, des censeurs et probablement des comices centuriates, complétèrent le bouleversement de l'ordre social archaïque qui connut ainsi des transformations fondamentales, dans la mesure où le critère de la richesse vint désormais se combiner ou tempérer celui de la naissance, ce qui permit aux riches plébéiens un début d'ascension sociale.

À partir de la seconde moitié du V<sup>e</sup> siècle commença un processus d'expansion, à peine freiné par la prise de Rome par les Gaulois (en 387, p. 37), qui au début accentua les clivages entre Romains. Le mécontentement de larges couches de populations déboucha sur une série de réformes favorables à la plèbe, du compromis licino-sextien de 367 lui ouvrant l'accès aux hautes magistratures jusqu'à la loi *Hortensia* (287), en passant par l'abolition en 326 de l'esclavage pour dettes ; enfin, les conciles de la plèbe virent leur pouvoir sanctionné. Ainsi patriciens et plébéiens créèrent les conditions d'une possible coopération. Cependant, la conquête contribua sur le long terme à diminuer les tensions sociales en favorisant des concessions de terres aux plus pauvres, et G. Alföldy fait de ce facteur une cause essentielle de l'impérialisme romain durant le siècle entre 387 et 270 a.C.

On a rappelé par commodité les grandes idées de ces chapitres, avec l'émergence d'éléments essentiels d'histoire sociale : patriciat, plèbe, répartition des pouvoirs et conséquences sociales des luttes et de la conquête de l'Italie. Mais l'intérêt de G. Alföldy va plutôt à la fin de la République et l'époque impériale.

Le chap. III rappelle que les dévastations de la Guerre d'Hannibal et les conquêtes du II<sup>e</sup> s. a.C. entraînèrent des changements structurels au sein de la société romaine : création d'un empire territorial, afflux de richesses, développement du commerce, poursuite du processus de différenciation sociale et surtout processus de concentration de la propriété dans les campagnes, avec l'émergence au fil des décennies d'une crise agraire. L'auteur décrit les divers ordres (*Stände*) et couches (*Schichten*) de la société romaine. L'aristocratie sénatoriale, qui se voyait déjà comme un ordre différencié par des places à part lors des jeux (p. 63), se renouvela quelque peu (malgré le blocage par la *nobilitas* de l'accès au consulat, p. 64) par l'arrivée continue de chevaliers. La renonciation au cheval public par les nouveaux magistrats à partir de 129 contribua à distinguer les sénateurs des chevaliers, identifiés par l'auteur comme les nouveaux riches de la société romaine, avec un poids certain dans les sociétés de publicains. G. Alföldy constate sans surprise l'essor de l'esclavage et du nombre des affranchis, tout comme leur pendant, la paupérisation et la « prolétarianisation » urbaine des (anciens) paysans propriétaires, mais l'évolution ne fut pas partout uniforme en Italie. Les tensions y furent fortes aussi en raison de la frustration engendrée par l'impossibilité pour

beaucoup d'Italiens d'accéder à la citoyenneté romaine. À la même époque, les provinces étaient violemment exploitées par les sénateurs, désireux de récupérer le coût des campagnes électorales, et par les chevaliers en quête de profit. Ces frustrations et exploitations, associées à la violence de la société esclavagiste dans les campagnes, à l'inadaptation des structures d'une cité-État à la gestion d'un empire, enfin au bouleversement des idées et croyances et à la prise de conscience de blocages que la *lex Villia annalis* de 180 a.C. et la *lex Calpurnia de repetundis* de 149 ne résolurent pas, ne pouvaient que créer les conditions d'une crise que le chap. IV décrit ensuite. On n'insistera pas ici sur les événements bien connus à partir de 140-133 qui furent les guerres serviles et les tentatives de réformes, agraires et autres, des Gracques, et de la déstabilisation du *mos maiorum* qui connut des bouleversements majeurs : certes, il n'y eut pas de révolution violente désireuse de modifier fondamentalement le système établi (p. 85-86), mais on assista au développement de la violence, par les guerres serviles, les révoltes provinciales, la guerre sociale, et les luttes entre citoyens. Les trois premiers types de conflits finirent tous par la victoire de Rome et par la concession de la citoyenneté aux Italiens en 90/89. L'auteur insiste sur le fait que les groupes ayant un litige avec Rome ne rencontrèrent en rien une compréhension plus grande de la part des *populares* (p. 104), et les divisions sociales apparurent parfois brouillées, dans la mesure où les sénateurs et les chevaliers se partagèrent dans les deux camps des *populares* et *optimates*. Les couches sociales se composaient toujours d'une petite minorité de riches aristocrates, auxquels s'ajoutèrent après 89 des néo-citoyens romains des milieux dirigeants des cités italiennes, et d'une forte majorité de pauvres habitant villes et campagnes, eux-mêmes divisés en diverses couches. Néanmoins, les dernières décennies de la République, sans rien changer aux structures fondamentales de la société, se caractérisèrent par une mobilité sociale certaine (« so war die römische Gesellschaft der Späten Republik ständig in Bewegung », p. 114), l'accentuation des différences sociales et de richesses, la constitution rapide de nouvelles fortunes permettant l'entrée dans les ordres aristocratiques d'hommes nouveaux, l'installation dans les colonies de Romains de la plèbe (souvent urbaine), eux-mêmes remplacés à Rome et en Italie par les affranchis et leurs descendants (p. 114-116). Sans cesse les guerres amenèrent aussi de nouveaux esclaves.

On constate au total, malgré l'affirmation de l'introduction, que l'auteur n'a guère changé la teneur des quatre premiers chapitres : aux 88 pages de la 3<sup>e</sup> édition en français correspondent 118 pages de la 4<sup>e</sup> édition allemande, pour un volume de texte principal presque semblable, le nombre de mots par page n'étant pas le même dans les deux éditions. Cependant, les notes, plus nombreuses dans l'édition de 2011, ont intégré de la bibliographie nouvelle, surtout en allemand, anglais, italien ; d'autres titres figurent à la fin de l'ouvrage. Mais c'est l'époque impériale qui a manifestement connu d'une édition à l'autre de notables enrichissements.

En effet, l'énorme chapitre V occupe une centaine de pages. Le volume de texte par rapport à la troisième édition se trouve accru de moitié : des passages comportent des ajouts significatifs et la bibliographie est notablement enrichie dès les notes de bas de page. Une exceptionnelle maîtrise de la documentation, en particulier épigraphique, caractérise cette étude d'un grand savant, épigraphiste depuis plus d'un demi-siècle. Cette partie de l'ouvrage comporte, après une discussion approfondie des cadres généraux, du contexte et de la nouvelle situation

apportés par l'Empire (p. 118-137), une étude approfondie des ordres et couches (p. 138-150), des ordres sénatorial (p. 150-162) et équestre (p. 162-168), des décurions (p. 169-175), des riches affranchis (p. 175-179), des couches inférieures urbaines (p. 179-192) et rurales (p. 192-197), enfin les conséquences de ces stratifications sociales en ordres et couches (p. 197-217). Cette période plus stable voit la part occupée par l'événementiel diminuer et permet une analyse synthétique et diachronique plus approfondie.

L'avènement de la monarchie et l'intégration des provinciaux ne modifièrent pas fondamentalement la société, qui atteignit sa forme classique entre Auguste et Antonin le Pieux. L'essor économique et l'accroissement des richesses ne font aucun doute, malgré la relative simplicité de l'économie. L'auteur montre bien comment l'empereur devient la figure centrale de l'Empire, par ses pouvoirs, sa fortune, le culte dont il fait l'objet, l'idéologie impériale relayée par l'architecture, la statuaire et l'épigraphie, la forme de patronage qu'il exerce sur des groupes considérables de la population. L'administration évolue en intégrant non seulement les sénateurs, mais aussi des chevaliers-procurateurs ainsi que des esclaves et affranchis de la *familia Caesaris*.

Le Haut Empire vit la société romaine s'étendre et se confondre avec la majorité de l'espace romain, ce qui permit l'intégration croissante des provinciaux par l'accroissement du nombre de citoyens romains, puis leur entrée jusque dans l'aristocratie d'Empire. Cependant, les différences juridiques et d'honorabilité entre couches sociales restèrent énormes. Suivent des présentations classiques et fort riches des aristocraties d'Empire, tant sénatoriale (signalons l'important passage à propos des carrières sénatoriales p. 158-161) qu'équestre, puis municipale, avec une riche bibliographie mise à jour, bien des nouvelles études étant parues depuis la seconde moitié des années 1980. On retiendra l'accent mis sur le renouvellement des premières aristocraties grâce à la mobilité sociale et à l'apport des provinciaux. L'auteur souligne le fait que certaines grandes villes ont un *ordo* formé de plusieurs strates, ce qui correspond à de grandes villes ayant bénéficié en général de divers apports de population et ayant de fortes relations avec l'extérieur (Salone, Ostie, p. 172)<sup>4</sup>. Il décrit enfin les affranchis dans les cités ainsi que ceux de la *familia Caesaris* et leurs moyens d'influence (p. 175-179).

Les *humiliores* urbains puis ruraux sont traités dans la partie suivante du chapitre. Les premiers, souvent organisés en collèges, ont connu, malgré la précarité de certains, une existence meilleure et parfois plus sûre que les seconds. Le long passage (p. 184-192) sur les esclaves urbains et les changements les affectant (baisse du nombre des prisonniers de guerre, hausse de celui des esclaves (*vernae*) nés à la maison et des libres devenus esclaves volontaires par contrat, amélioration progressive des conditions de vie) contient d'intéressantes discussions et actualisations, comme la représentativité des documents épigraphiques (ainsi p. 189-190, n. 405). La section portant sur les habitants des campagnes (p. 192-197) offre la célèbre pyramide de la société romaine (p. 196), qui permet à l'auteur de revenir ensuite (p. 197-217)

---

4. Pour l'Orient on aurait pu citer aussi pour les mêmes raisons une cité comme Éphèse, grande ville portuaire en même temps capitale de province.

sur la description globale de la société, la dichotomie fondamentale de cette dernière et le concept d'ordres et de couches (la structure en *Stände* et *Schichten* étant imitée d'ailleurs par les esclaves et affranchis) ; G. Alföldy rapporte également les controverses historiographiques en rapport, et réaffirme l'absence de classe moyenne, idée refusée par d'autres auteurs comme K. Christ, partisans d'un groupe intermédiaire (p. 202-205, en part. 204, avec n. 434-435). Un intéressant passage p. 198 comporte l'évaluation numérique des milieux dirigeants de l'Empire selon deux définitions différentes, large et étroite (250 000 et 160 à 300 personnes). Le Haut Empire offrit au total de réelles possibilités d'ascension sociale, qu'il ne convient cependant pas d'exagérer, mais qui suffirent, couplées à la diffusion du culte impérial et des valeurs romaines, à éviter de violents conflits sociaux. Les rares révoltes provinciales, en particulier en Judée, offrent des contextes particuliers (p. 216-217).

Le chapitre VI comporte de longs développements nouveaux sur la crise de l'Empire, qui commence pour l'auteur sur certains points dès la fin du II<sup>e</sup> s., et non au III<sup>e</sup> s. *p.C.* (p. 218-272). Le descriptif réécrit de la modification du contexte politique et militaire (p. 218-224) est suivi par un rappel de l'aggravation de la situation économique (p. 224-226) et de la transformation des esprits (p. 226-229). Suivent des évocations parfois inchangées des transformations survenues dans les ordres sénatorial et équestre (p. 229-235, avec une sensible perte de pouvoir des sénateurs au profit de l'ordre équestre) ainsi qu'au sein des milieux dirigeants municipaux (p. 235-239), de plus en plus soumis à des fonctions devenues liturgies obligatoires ; suivent enfin quelques pages sur la vie des soldats et vétérans (p. 239-242), bénéficiaires de largesses et gardiens de traditions romaines, et des couches sociales inférieures (p. 242-245), de plus en plus paupérisées, victimes de la concentration foncière dans les campagnes, et en proie à un nivellement généralisé, à l'exception de quelques régions comme la Pannonie ; la proportion d'esclaves tend à diminuer. Les dernières parties décrivent les transformations de l'ordre social (p. 245-254), ainsi que, dans des passages parfois très neufs, les transformations accélérées de la période (p. 254-272). La crise fut plus profonde que sous la République : les critères de naissance et d'adéquation entre appartenance à un ordre, détention de fortune, considération et puissance furent moins prégnants et des gens d'origine modeste s'élevèrent par l'armée, accentuant les différences au sein des ordres et couches privilégiés des *honestiores*, dans le cadre d'une évolution inverse de l'homogénéisation des humbles (*humiliores*) dans la pauvreté, accompagnée de l'absence pour la plupart de perspectives d'amélioration du sort. Les conflits et tensions sociales s'accrochèrent ; parfois une politique comme celle de Maximin le Thrace fédéra contre elle aristocrates d'Empire et décurions privilégiés, mais aussi masses populaires urbaines et rurales ; cependant, après la mort de l'empereur, les intérêts des forces coalisées divergèrent. On note depuis la fin du II<sup>e</sup> siècle un essor des désordres et du brigandage.

Les causes de ces changements résidèrent dans des dépenses de prestiges trop longtemps centrées sur une logique de pétrification des richesses et des spectacles économiquement stériles, une insuffisance numérique des élites disposées à procéder à des dépenses utiles aux communautés, la diminution de population consécutive à la peste (pestilence) antonine, enfin les incursions barbares et hausses consécutives des dépenses militaires : la combinaison de ces facteurs éprouva au total rudement l'Empire et une riche bibliographie rend compte

des problèmes économiques et sociaux de l'Empire au III<sup>e</sup> siècle. Mais convient-il de parler de crise ou de mutations ? G. Alföldy discute le concept de crise en résumant partiellement l'historiographie récente ; il répond aux critiques (p. 259-272) de K. Strobel, M. Zimmermann et Chr. Witschel, partisans de l'utilisation du terme « mutations » plutôt que de l'évocation d'une crise de l'Empire, en mobilisant également d'autres historiens maintenant le terme de crise(s) pour caractériser la situation du III<sup>e</sup> siècle. Il en profite pour donner une définition de ce qu'il entend par crise, ébranlement d'un ordre antérieur, soumis à des changements sensibles et relativement rapides, ressentis comme tels par les contemporains : il estime tous ces éléments réunis au III<sup>e</sup> siècle et confronte les sources et ses écrits antérieurs à ceux des autres chercheurs, en justifiant à nouveau ou nuanciant ses interprétations et en ne craignant pas de faire également référence aux crises contemporaines et à leur perception.

L'Antiquité Tardive forme le dernier chapitre (p. 273-319), dont le texte apparaît substantiellement semblable à la précédente édition, avec quelques additions de peu d'ampleur. Les réformes de Dioclétien et Constantin stabilisèrent un temps la société antique sur les bases en partie nouvelles issues de la crise. Les villes affichèrent parfois des signes de déclin (ainsi pour l'approvisionnement en eau ou l'artisanat) alors que la dépopulation sévissait souvent. L'État romain tardo-antique se développa et devint plus autoritaire, grâce à un empereur sacralisé, à une bureaucratie en expansion et à une armée aux effectifs officiellement augmentés, entretenus par une fiscalité envahissante, dans un contexte d'économie déclinante et d'impopularité croissante du pouvoir. L'armée en partie barbarisée et la bureaucratie demeuraient facteurs d'ascension sociale, alors que les statuts affichaient une fixité croissante et que les différences entre groupes sociaux dominants s'accroissaient avec la disparition progressive des chevaliers au IV<sup>e</sup> siècle et la séparation des décurions de l'aristocratie privilégiée (p. 273-284). Les sénateurs achevèrent le processus amorcé depuis 262 : la fin de toute carrière militaire au profit de la détention de postes exclusivement civils, à la nomenclature parfois modifiée depuis le Haut Empire. Leur nombre passa à peut-être 4000 personnes classées en divers rangs, de latifondiaires aux propriétés dispersées dans diverses provinces à d'anciens curiales promus, ce qui entraîna des différences sensibles de religion, de culture et de mentalité (p. 284-293). Les curiales oscillèrent entre un prestige parfois maintenu et une surveillance, coercition et exploitation accrues par l'État, qui entraînèrent un déclin global de l'institution (p. 293-297). Les couches inférieures poursuivirent leur homogénéisation par une amélioration du sort des esclaves et la détérioration de la condition des libres pauvres, en particulier les colons des campagnes : les différences sociales devinrent minimales dans ces milieux. Cependant les obligations envers l'État n'étaient pas les mêmes. Même si une certaine variété des métiers ou des conditions de vie subsistait parfois, l'appauvrissement était général (p. 297-306). La partie finale souligne les tensions sociales d'une société dans laquelle ne subsistait plus qu'une infime minorité de gens très riches, alors que végétaient des masses appauvries, à l'origine d'émeutes et de violences sociales, explosions urbaines sans lendemains ou révoltes sporadiques de « bandes » inorganisées, sans programme révolutionnaire véritable, dans les campagnes (Bagaudes). L'État devint un corps étranger à la société, soutenu activement par une toute petite frange de population, et pris dans des contradictions inextricables. L'empire

romain d'Occident est mort d'un cumul de facteurs, maux internes et infiltrations barbares du V<sup>e</sup> siècle, dans le cadre d'une société faiblement solidaire de l'État et de ses dirigeants (p. 306-319).

Après cette trop rapide présentation d'un riche ouvrage, quelques remarques suivent, qui touchent à quelques problèmes historiques évoqués par G. Alföldy, ou à quelques affirmations ou exemples discutables.

Prudent, l'auteur, qui doit de toute manière synthétiser une matière immense, ne discute guère les VIII<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> siècles : on sait le scepticisme qui a accueilli certaines affirmations d'A. Carandini<sup>5</sup>. D'ailleurs, la constitution servienne date pour G. Alföldy du V<sup>e</sup> s. *a.C.* et non du roi éponyme. Ainsi la confiance raisonnée dans la tradition est peut-être moins forte que celle que manifesta naguère J. Heurgon : cependant, si G. Alföldy accepte la datation du temple de Cérès et donc de la première sécession de la plèbe (p. 31) ou encore la date de 367 pour la loi limitant la *possessio d'ager publicus* à 500 jugères (p. 38-39), ou met bien en exergue l'originalité des luttes entre patriciens et plébéiens, Rome étant la seule cité d'Italie ayant connu ce phénomène durant près de deux siècles (p. 28-35), on rencontre également un certain scepticisme à l'encontre d'autres faits. Le nombre de citoyens à la fin de l'époque royale (p. 22), apparaît passablement surestimé par la tradition, et l'existence de conspirations d'esclaves au V<sup>e</sup> s. *a.C.* (p. 27-28) bien problématique : il s'agirait pour ce dernier point de reconstructions opérées au vu des grandes insurrections serviles de la fin de la République, de la seconde moitié du II<sup>e</sup> s. *a.C.* à Spartacus. On reste un peu étonné de l'absence de prise en compte des famines et disettes du V<sup>e</sup> s. et de leurs éventuelles conséquences sociales : elles étaient pourtant, semble-t-il, des faits historiques enregistrés par les chroniques des pontifes et un des rares points d'ancrage fiables de la tradition<sup>6</sup>.

Parfois, les certitudes d'un grand maître entraînent la mention de dates et de reconstructions historiques présentées de manière péremptoire, alors qu'il s'agit de questions controversées ou au contraire d'opinions controuvées depuis un certain temps. La dictature de Sylla daterait de 82-79 (p. 102), alors qu'il existe de fortes probabilités qu'elle n'ait pas dépassé l'année 81, voire peut-être qu'elle n'ait pas excédée six mois<sup>7</sup>. G. Alföldy paraît encore accepter la théorie de Th. Mommsen sur la séparation stricte entre magistrature et promagistrature à partir de Sylla, alors que les travaux récents montrent, depuis A. Giovannini, l'absence de séparation stricte entre ces dernières et le départ des gouverneurs désignés de Rome avant la fin de l'année

5. Ainsi le compte-rendu de T.P. Wiseman, dans *JRS* 91, 2001, p. 182-193.

6. Voir C. VIRLOUVET, *Famines et émeutes à Rome des origines de la République à la mort de Néron*, Rome 1985, en part. p. 11-13.

7. Plusieurs travaux défendent une autre date de fin de la dictature : FR. HURLET, *La dictature de Sylla : monarchie ou magistrature républicaine ? Essai d'histoire constitutionnelle*, Bruxelles 1993, p. 55-83 (terme en 81 ou 80) ; A. KEAVENEY, « The Terminal Date of Sulla's Dictatorship », *Athenaeum* 93, 2005, p. 423-439 (terme en 81) ; FR. HINARD, *Sylla*, Paris 1985, p. 259 (av. fin 81) et FR. HINARD dir., *Histoire romaine I. Des origines à Auguste*, Paris 2000, p. 677 (1<sup>er</sup> juin 81).

de leur magistrature, ce jusqu'à la loi de Pompée de 52 *a.C.*<sup>8</sup>. Cela a des conséquences dans les pages qui suivent sur les notions de propréteur et proconsul. Il est vrai qu'il ne s'agit pas à proprement parler d'histoire sociale.

Le passage aux cadres généraux de l'époque impériale permet à l'auteur de préciser quelque peu sa vision de l'Empire, selon un schéma beaucoup plus interventionniste qu'une partie de l'historiographie anglo-saxonne (p. 125-128 et p. 161, avec la n. 311) : il se démarque ainsi clairement de la vision à la Fergus Millar d'un empire, et surtout d'un empereur, où les autorités ne feraient que réagir à des sollicitations et se montreraient essentiellement réactives (p. 128-129 avec l'importante n. 207). Les p. 133-137 montrent les progrès des recherches en matière d'intégration de provinciaux dans les aristocraties d'Empire. G. Alföldy estime que le nombre de sénateurs a pu au II<sup>e</sup> s. *p.C.* dépasser parfois quelque peu le chiffre de 600 fixé à nouveau par Auguste (p. 151) ; il maintient p. 161, contre certains chercheurs anglo-saxons, l'existence de règles d'avancement et de divers types de carrière pour les sénateurs<sup>9</sup>. Les 500 chevaliers cités pour Patavium et Gadès (p. 162) ne sont peut-être que des personnes disposant du cens équestre, alors que l'auteur estime qu'il s'agit de véritables membres de l'ordre équestre, mais il s'agit d'un passage inchangé par rapport à la précédente édition. La règle des 100 conseillers municipaux, présentée comme dominante dans l'Empire (p. 169), devrait être quelque peu relativisée<sup>10</sup>. Les conseils des cités grecques avaient souvent plus de 100 membres, ainsi la cité d'Éphèse comptait-elle 450 bouleutes en 103/4 (*IvEphesos* Ia, 27), mais on pourrait dire la même chose d'Athènes, avec ses 500 membres du Conseil au II<sup>e</sup> siècle, du moins à partir d'Hadrien<sup>11</sup>. Le travail aurait gagné en richesse en prenant plus en compte la

---

8. Voir sur ce sujet par ex. A. GIOVANNINI, *Consulare Imperium*, Bâle 1983, et, pour un cas d'espèce, FR. HURLET, « Recherches sur la *profectio* de la dictature de Sylla à la *lex Pompeia* (82-52). Le cas des gouverneurs de rang prétorien » dans N. BARRANDON, FR. KIRBIHLER dir., *Administrer les provinces de la République romaine*, Rennes 2010, p. 45-75, qui montre bien que les gouverneurs quittaient Rome avant la fin de leur préture pour conserver sans solution de continuité leur *imperium* et leur capacité à prendre les auspices.

9. Mais le fait que les consulaires n'auraient représenté qu'une petite moitié des sénateurs sous les Antonins (p. 161) demande à être désormais révisé, au moins pour le règne d'Antonin le Pieux, qui admit une *nette majorité* de sénateurs parmi les consulaires : W. ECK, « Die Fasti consulares der Regierungszeit des Antoninus Pius. Eine Bestandsaufnahme seit Géza Alföldys Konsulat und Senatorenstand » dans W. ECK, B. FEHÉR, P. KOVÁCS éd., *Studia Epigraphica in memoriam Géza Alföldy*, Bonn 2013, p. 69-90. G. Alföldy était conscient p. 159 n. 303 que les données rassemblées dans son *Konsulat und Senatorenstand unter den Antoninen*, Bonn, 1977, datant de presque 40 ans, demandaient une assez ample révision en raison de la découverte de bon nombre de nouveaux consuls suffectes.

10. Voir l'enquête d'H. MOURITSEN, « The album from Canusium and the town councils of Roman Italy », *Chiron* 28, 1998, p. 229-254, qui relativise cette règle des 100 décurions. Irni compte 63, et non 53, conseillers (cf. *AE* 1986, 333, mais il s'agit probablement d'une coquille).

11. J'avoue ne pas comprendre p. 169 la comparaison faite avec la gérousie, qui est une association d'Anciens, plutôt qu'avec les *boulai*, conseils des représentants (décurions-bouleutes) des cités.

documentation des cités d'Orient. Par ailleurs, les remarques concernant la liste des conseillers de Canusium auraient gagné à faire également référence à l'étude très riche de Fr. Jacques<sup>12</sup> (p. 237, avec une n. 542 qui serait sur ce point à compléter).

Malgré l'intéressant passage sur la plèbe urbaine, le concept de *plebs media*, cher à P. Veyne<sup>13</sup>, ne paraît pas avoir retenu l'attention de G. Alföldy, qui nie d'ailleurs p. 204 l'existence d'une véritable couche moyenne de la société. Si les habitants des campagnes font l'objet de remarques intéressantes, le concept de *latifundium/a* qui apparaît en divers passages (surtout aux p. 194-196) ne paraît pas suffisamment défini : une grande *villa* dotée de terres à hauteur de 100 ou 200 ha n'est pas précisément un *latifundium*, et posséder une dizaine de ces *villae* ne prédispose pas plus le propriétaire à détenir un latifundiaire, si on entend par là des propriétaires de vastes domaines d'un seul tenant. Peut-être la Gaule aurait-elle mieux correspondu à une terre de *latifundia*, mais trop peu d'inscriptions ont survécu pour permettre une allusion de l'auteur à cette terre provinciale. Il y a là utilisation d'un concept à l'origine de beaucoup de bibliographie, mais aussi d'imprécisions, voire de remarques erronées, qui mériterait assurément une clarification, d'autant que la propriété paraît s'être plutôt concentrée par la suite, aux III<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles. D'ailleurs, cette assez courte section sur les habitants des campagnes (p. 192-197), au moins 85 % de la population de l'Empire, aurait gagné à contenir des passages sur les paysanneries égyptienne et gauloise, appuyés respectivement sur les papyrus pour la première et les monuments sculptés, fresques et mosaïques pour la seconde. Les paysans du nord-est de la Lydie sont connus par une partie des stèles de confession<sup>14</sup>. Ces emprunts auraient fait contraste avec les campagnards d'Italie et d'Afrique (constituant la base quasi-exclusive de la documentation citée) et notablement enrichi les réflexions sur le monde rural.

Les pages concernant la Crise du III<sup>e</sup> siècle sont très riches : peut-être aurait-il cependant mieux valu séparer la période sévérienne avant 235, qui connut également beaucoup de continuités par rapport à la période antérieure, et où la plupart des provinces demeurèrent relativement ou fort prospères<sup>15</sup>, des évolutions postérieures, où les ruptures furent bien plus sensibles, ou au moins mieux marquer encore les évolutions à l'intérieur de ce long siècle : le

12. FR. JACQUES, *Le Privilège de liberté. Politique impériale et autonomie municipale dans les cités de l'Occident romain (161-244)*, Rome 1984, en part. p. 508-526, mais l'album de Canusium est cité en maint passage de l'étude de Fr. Jacques. L'ouvrage manque complètement dans la bibliographie, sauf erreur.

13. P. VEYNE, « La « plèbe moyenne » sous le Haut Empire romain », *Annales ESC* 55, 2000, p. 1169-1199 ; *Id.*, *L'Empire gréco-romain*, Paris 2005, p. 117-161. On ne trouvera donc pas de citation de P. Veyne p. 204, mais d'autres références bibliographiques opposées au schéma dichotomique de la société développé par G. Alföldy et partagé par F. JACQUES et J. SCHEID, *Rome et l'intégration de l'Empire (44 av. J.-C.-260 ap. J.-C.)*. T. I. *Les structures de l'empire romain*, Paris 1990, p. 301-303.

14. G. PETZL, *Die Beichtinschriften Westkleinasiens*, Bonn 1994 : on peut renvoyer à titre d'ex. à TAM V, 1, 317, repris dans le recueil (n° 68) ; *Id.*, *Die Beichtinschriften im römischen Kleinasien und der fromme und gerechte Gott*, Wiesbaden 1998.

15. On pourrait même se demander si l'époque sévérienne, tout au moins jusqu'aux années 215-225, ne fut pas une époque de rétablissement partiel par rapport aux guerres, à l'épidémie et aux famines et disettes des règnes de Marc Aurèle et Commode. La ou les crise(s) semblent prendre de l'ampleur vers 230-250, et, comme le note M. Christol (cité p. 261, n. 609) ce furent les années 249-274 qui furent les plus terribles.

fait d'isoler à la dernière page (272) la période 235-284 comme particulièrement grave donne à penser que G. Alföldy partageait en dernière analyse cette vision des choses. Cette discussion offre en tout cas un utile contrepoint à la vision souvent irénique d'une certaine historiographie anglo-saxonne<sup>16</sup>, mais aussi de certains chercheurs continentaux désireux de relativiser parfois à l'extrême le concept de crise<sup>17</sup>. Les citations p. 262-263 de l'œuvre de L. De Ligt paraissent à cet égard bienvenues. Il en va de même pour le déclin (et non la « mutation ») des cités, en particulier de l'ouest de l'Empire, réaffirmé p. 297.

Si le chapitre sur l'Antiquité Tardive a également connu quelques rajouts, la bibliographie de la fiscalité paraît vieillie (p. 277, n. 661)<sup>18</sup>, et l'actualisation de ce chapitre paraît avoir été plus inégale. La description d'un cercle de sénateurs de Rome, païens militants gardiens conscients des traditions (p. 290-292), différant ainsi des sénateurs de Constantinople, longtemps dominante dans l'historiographie, doit être confrontée à une vision très différente parue la même année, mais annoncée depuis longtemps<sup>19</sup>. La vision globale de la société tardo-antique paraît assez pessimiste et l'auteur s'avère, contre une partie de l'historiographie, un décliniste affirmé, en particulier en matière d'évolution de la société urbaine (p. 297, un ajout de la 4<sup>e</sup> édition, ou p. 306-307) et de pauvreté généralisée des masses populaires, tant dans la ville qu'à la campagne : la présence d'un État prédateur est soulignée.

Les certitudes d'un grand savant arrivé au terme de sa carrière le conduisent parfois à faire le tri dans la bibliographie et à signaler explicitement des ouvrages qui sont « irreführend »<sup>20</sup>, de même à citer très souvent ses propres apports dans les notes, mais il est vrai que l'auteur

---

16. Cependant la p. 262 montre qu'il n'y a pas unanimité sur ce point et que la *Cambridge Ancient History* a maintenu le terme de crise dans sa nouvelle édition.

17. On pourrait ajouter à la discussion et aux exemples donnés par G. Alföldy aux p. 259-266 divers exemples d'Asie Mineure : Éphèse et d'autres cités d'Asie et de Bithynie connaissent des crises d'ampleur variable, mais toujours sensible. Présence des Goths et séismes, ruptures dans les pratiques de l'épigraphie, avec la disparition à peu près complète des inscriptions municipales à partir des années 245-250, apparition de ruines nombreuses, sont des réalités que l'on ne peut guère faire coïncider avec de simples évolutions « naturelles ». On pourrait documenter longuement ces éléments à l'aide de nombreux exemples.

18. Que l'on songe par ex. aux nombreux travaux de J.-M. Carrié sur la fiscalité tardo-antique et de l'ouvrage de J. GASCOU, *Fiscalité et société en Égypte byzantine*, Paris 2008, qui reprend d'importants travaux antérieurs avec des *addenda*.

19. A. CAMERON, *The Last Pagans of Rome*, Oxford 2011 ; mais voir le compte-rendu de FR. PASCHOUD, « On a Recent Book of Alan Cameron : The Last Pagans of Rome », *AntTard.* 20, 2012, p. 359-388, fort critique. La référence inchangée aux contorniates et à l'ouvrage d'A. Alföldy de 1943 (p. 292, n. 706) mériterait aussi une actualisation (Il existe de nouveaux travaux : ainsi P.-FR. MITTAG, *Alte Köpfe in neuen Händen. Urheber und Funktion der Kontorniaten*, Bonn 1999, et le travail non publié d'I. BOLLARD, *Les médaillons et les contorniates (IV<sup>e</sup>-V<sup>e</sup> siècles). Les apports des analyses métalliques*, Thèse université Paris-4, 2006, avec un résumé accessible en ligne), de même que les mentions des circoncellions p. 304 (n. 760) et 308, pour lesquels il existe outre les travaux cités dans le supplément bibliographique, une hypothèse alternative de B. POTTIER, « Les circoncellions. Un mouvement ascétique itinérant dans l'Afrique du Nord des IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> siècles », *AntAfr* 44, 2008, p. 43-107.

20. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, p. 168, n. 329.

a une bibliographie exceptionnellement riche sur les sénateurs, l'administration impériale, l'Espagne, l'Italie du Nord et la Pannonie, pour ne donner que quelques exemples de ses enquêtes ou groupes d'enquêtes.

Il peut sembler vain de faire des remarques d'ordre bibliographique pour un ouvrage dont un des objectifs était précisément une mise à jour en ce domaine, et dont la section bibliographique fait plus de 50 pages (p. 323-374). En même temps, comment être exhaustif ? Néanmoins, dans la mesure où l'histoire sociale s'intègre dans le cadre d'événements parfois importants, on reste de même surpris de ne pas voir cités certains livres : ainsi pour la révolte d'Aristonikos, qui a suscité toute une discussion sur l'attitude des esclaves en Asie Mineure, manque celui de Fr. Daubner, qui relativise la politique à l'encontre des éléments serviles<sup>21</sup>.

Le lecteur peut de même avoir l'impression d'une sous-estimation du rôle joué par la recherche française. On peut marquer son étonnement de ne pas voir mentionné p. 39 en note l'important ouvrage de M. Humm sur Appius Claudius Caecus<sup>22</sup>. De même, les passages concernant les Gracques ne citent pas Cl. Nicolet<sup>23</sup>, par ex. p. 66, n. 97 ou p. 98-99 ; on pourrait encore mentionner d'autres remarques omettant l'œuvre de ce spécialiste de la République, ou l'enquête de J.-L. Ferrary qui a apporté du neuf sur les pouvoirs d'Auguste, alors que pour cette dernière question l'auteur tient à discuter des pouvoirs impériaux et de l'image impériale<sup>24</sup>. De même, la bibliographie concernant les libres se prêtant à un esclavage volontaire omet l'article pionnier de P. Veyne (p. 187, n. 397), et les pages sur les cités auraient gagné à prendre en compte les apports du regretté Fr. Jacques<sup>25</sup>. Enfin, plus généralement, pour l'Espagne, objet de bien des recherches de G. Alföldy, l'œuvre, elle aussi énorme, de P. Le Roux paraît peu citée, sinon quelques rares mentions formulant des critiques ou soulignant des insuffisances, ainsi p. 157, n. 297<sup>26</sup>.

Bien des questions demeurent objets de débats, et il ne peut en être autrement étant donné l'état de la documentation. On reste tout de même étonné de l'interprétation de la situation de l'Espagne et de l'existence d'un début précoce de crise économique et sociale assez grave semble-t-il : à lire respectivement G. Alföldy et P. Le Roux, on a l'impression que les descriptions de l'Espagne de la fin du II<sup>e</sup> et du III<sup>e</sup> siècle ne correspondent pas au même pays. Pour le premier, la crise économique et sociale de l'Espagne, ou du moins d'un certain nombre de cités de la péninsule ibérique, est patente dès le troisième quart du II<sup>e</sup> s., alors que

21. FR. DAUBNER, *Bellum Asiaticum. Der Krieg der Römer gegen Aristonikos von Pergamon und die Einrichtung der Provinz Asia*, Munich 2006<sup>2</sup>.

22. M. HUMM, *Appius Claudius Caecus. La République accomplie*, Rome 2005.

23. CL. NICOLET, *Les Gracques, crise agraire et révolution à Rome*, Paris 1967.

24. Ainsi, la p. 125 avec la mention du pouvoir proconsulaire d'Auguste ne tient-elle pas compte de J.-L. FERRARY, « À propos des pouvoirs d'Auguste », *CCGG* 12, 2001, p. 101-154.

25. P. VEYNE, « Droit romain et société ; les hommes libres qui passent pour esclaves et l'esclavage volontaire », *Historia* 30, 1981, p. 472-497 (= *Id.*, *La société romaine*, Paris 1991, p. 247-280) ; pour Fr. Jacques, cf. *supra* n. 12.

26. Peut-être y a-t-il d'autres raisons à cette lacune relative (cf. par ex. p. 107, n. 162, et p. 170, n. 337).

le second relativise la portée de cette crise<sup>27</sup>, sur la base de la même documentation. Il faudrait assurément multiplier les études épigraphiques et archéologiques pour déterminer quelle est l'interprétation la plus proche de ce qui est réellement survenu dans la majorité de la péninsule ibérique.

Il s'agit au total d'une œuvre magistrale, en quelque sorte du testament intellectuel d'un maître au savoir immense, dans la mesure où la plupart de ses autres livres ou articles rentrent dans l'étude de la société romaine et ne sont pas des travaux appartenant radicalement à d'autres champs d'études de l'Antiquité. Il s'agit également d'un élément d'une chaîne de transmission du savoir, comme en témoigne la longue liste de maîtres, collègues et disciples auxquels l'auteur témoigne sa reconnaissance dans l'introduction (p. 12-14). Mais ce livre constitue aussi par la force des choses comme la synthèse et la mise à jour de ses travaux antérieurs, souvent et parfois longuement cités, en particulier dans les notes. Cependant, comme le montrent les réponses du Maître à certaines critiques adressées à ses travaux ou éditions antérieurs, ou son acceptation, ou du moins la prise en compte de certaines réponses autres que les siennes<sup>28</sup>, il s'agit avec l'histoire sociale de Rome d'un champ d'études dynamique et en perpétuel enrichissement. L'abondance relative et la complexification croissante de la documentation permettent à coup sûr une certaine variété des analyses et interprétations, et parfois une image différente de l'Antiquité romaine.

---

27. Déjà p. 120, avec la n. 183, et surtout p. 238, 255 avec la n. 579, 264-265 et n. 622-623 (exemple de Carthago Nova cité en ruines (on pourrait ajouter Baelo Claudia), ruptures dans la pratique de l'épigraphie à Tarraco), à comparer à P. LE ROUX, *La péninsule ibérique aux époques romaines (fin du III<sup>e</sup> s. av. n.è.-début du VI<sup>e</sup> s. de n.è.)*, Paris 2010, en part. p. 143-147, qui relativise la crise sous les derniers Antonins et les Sévères. Pour Baelo Claudia, voir cependant les datations révisées dans P. SILLIÈRES *et al.*, *Belo IX. La Basilique*, Madrid 2013, p. 140-142 : la datation du mobilier conduit à postuler l'existence d'un grand séisme sous Gallien, après 260, ce qui entraînerait la révision des datations d'écroulement d'autres monuments au profit d'un moment plus tardif, situé après le milieu du III<sup>e</sup> siècle et non plus du II<sup>e</sup> siècle.

28. Ainsi le mémoire d'habilitation de K. Strobel, cité p. 259, n. 599 et d'autres ex. p. 260.